

Emploi et développement durable

Notre région de forte tradition industrielle a souffert, plus que d'autres, des choix des grands groupes multinationaux qui cherchent à verser les plus gros dividendes possibles à leurs actionnaires.

Délocalisations massives, fermetures de sites, arrêts de production ont entraîné des dizaines de milliers de suppressions d'emplois (Continental Good year, Colgate, Aventis, Goss, Arcelor Agco-Gima, Nexans, Sodimatex...).

Des luttes d'ampleur exceptionnelle se sont développées pour s'opposer à ces politiques dévastatrices. Elles se heurtent à la logique capitaliste. Les régions peuvent agir en rupture avec ces choix.

Alors que certains parlent de repousser l'âge de départ à la retraite ou veulent nous faire travailler plus pour gagner moins, nous voulons que chacun puisse vivre de son travail, travailler moins pour travailler tous et ouvrir la discussion sur l'utilité sociale de ce que nous produisons et la façon dont nous le produisons.

Les Régions doivent être des pôles de résistance à la mondialisation libérale.

Nous voulons :

- L'arrêt des subventions aux entreprises qui licencient alors qu'elles font des profits.
- L'application de critères contraignants pour l'attribution d'aides publiques, notamment la prise en compte de critères environnementaux et sociaux tels que le recrutement de salariés en CDI...
- Le contrôle de l'utilisation des aides publiques par les entreprises, en lien avec les salariés.
- Favoriser l'essor de l'économie sociale et solidaire et aider à la création de coopératives ouvrières.
- Inciter à la relocalisation des activités industrielles et agricoles et au développement de nouvelles filières (véhicules propres, chimie verte, agromatériaux...)
- Abaisser le coût des crédits pour les PME et artisans qui investissent et créent des emplois.
- Développer la coopération et la solidarité entre les Régions, contre la mise en concurrence des territoires et des hommes.
- En concertation avec la population, nous mettrons en œuvre une planification écologique et une politique d'aménagement du terri-

toire dont un des objectifs sera de rapprocher l'emploi de l'habitat pour organiser des bassins de vie.



Améliorer notre environnement

Nos nappes phréatiques et nos rivières sont polluées par les engrais et les pesticides. Le prix de l'eau, bien commun aux mains de quelques multinationales, ne cesse d'augmenter.

Nous voulons :

- Aider les paysans qui veulent produire durablement en se convertissant à l'agriculture biologique.
- développer les réseaux locaux de distribution des productions locales (AMAP) et inciter les restaurants scolaires à utiliser les produits régionaux pour limiter la circulation des camions.
- Nous encouragerons les collectivités locales qui veulent reprendre en régie publique la gestion de leur eau. Incinérés ou enfouis, les déchets ménagers et industriels restent dans notre environnement sous une forme ou une autre, que ce soit dans les sols ou dans l'air. Moins c'est mieux.
- Nous inciterons toutes les formes de réduction à la source du volume des déchets.



La logique commerciale poursuivie par la SNCF, dans le cadre de l'ouver-

ture à la concurrence du transport de marchandises et depuis cette année du transport de voyageurs, est contraire aux enjeux sociaux et environnementaux. Elle provoque retards et hausses de tarifs pour les usagers, abandons de lignes et suppression d'emplois. Nous faisons le choix du service public en concertation avec les usagers, les cheminots et les élus locaux.

Nous privilégierons le rail par rapport au tout routier.

Nous proposons :

- D'aller vers la gratuité progressive des trains express régionaux (TER), en accordant dans un premier temps la gratuité aux étudiants et aux demandeurs d'emplois.
 - De rouvrir les gares et les lignes fermées afin de créer de nouveaux arrêts et un meilleur maillage régional en augmentant les dessertes et les fréquences. Par exemple, la ligne Compiègne/Crépy-en-Valois qui ne fait circuler que du fret doit être ouverte au trafic de voyageurs.
 - La part des transports fluvial et ferroviaire ne cesse de décliner face à la route. Nous voulons développer la complémentarité entre le train, la péniche et le camion en utilisant toutes les infrastructures déjà existantes et dont certaines sont sous exploitées comme la ligne ferroviaire Creil/Maubeuge.
- L'utilité de la construction du canal Seine-Nord-Europe doit être évaluée en fonction de son coût financier, de son impact environnemental et de ses retombées pour la Picardie.

Santé : rattraper le retard

La Picardie connaît une situation sanitaire préoccupante. L'espérance de vie à la naissance y est l'une des plus faibles de France ; l'offre de soins et les personnels de santé y sont en déficit par rapport aux niveaux nationaux.

Avec la loi Bachelot et la mise en place de l'Agence régionale de santé, de nombreux hôpitaux publics sont menacés : à Clermont, à Senlis, à Chauny, à Amiens-Nord, à Doullens, à Noyon, à Hirson...

Nous voulons :

- Que l'État revienne sur les suppressions de postes dans les hôpitaux publics pour assurer dans un cadre national une santé de proximité et nous nous battons pour que la Région intervienne dans ce sens.
- L'arrêt des aides aux cliniques privées qui finissent dans les poches des actionnaires.
- Développer les campagnes de prévention et de dépistage, notam-

ment à destination des lycéens.

→ Lutter contre les déserts médicaux en exigeant la formation de plus de médecins et en encourageant la création de centres de santé.

→ Aider nos anciens à pouvoir rester chez eux et à défaut, contribuer à la création de maisons médicalisées publiques.

→ Développer l'accessibilité pour les handicapés

Logement : un toit c'est un droit !

Alors que des millions de français vivent le mal logement et que se chauffer devient un luxe, le logement social est une priorité.

Nous voulons :

→ Conditionner les aides aux communes au respect du minimum légal de 20% de logements sociaux

→ Aider la construction de logements sociaux et de cités universitaires pour les étudiants, avec le CROUS

→ Interdire les expulsions locatives

→ Mettre en place un programme de rénovation thermique de l'habitat et encourager la création d'éco-quartiers.

Une formation de qualité pour tous, promouvoir la culture et la recherche

La Picardie enregistre d'importants retards en matière d'éducation, de qualification et de lutte contre l'illettrisme qui pèsent sur l'emploi des Picards et le développement économique régional. Malgré cela l'État a supprimé près de 2000 postes d'enseignants dans les collèges et les lycées de l'académie depuis 2003.

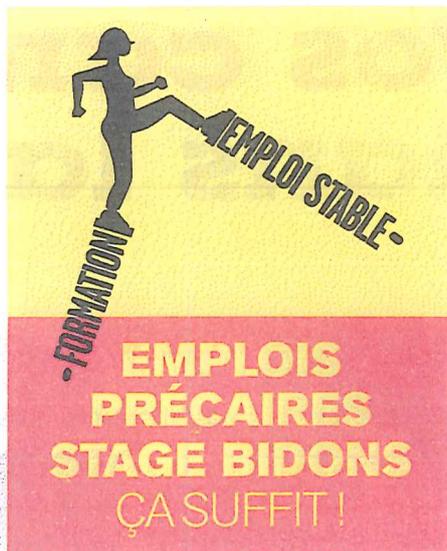
Nous nous engageons à mettre oeuvre :

→ La suppression des subventions facultatives aux établissements privés pour concentrer tous les moyens pour le service public laïc d'éducation.

→ La gratuité de la scolarité des lycéens en dotant financièrement les établissements pour qu'ils achètent les manuels scolaires et l'équipement professionnel des élèves ;

→ Garantir le maintien des missions décentralisées d'accueil, d'entretien et de restauration dans le cadre du service public assuré par des fonctionnaires titulaires.

→ Le développement de l'apprentissage sous statut public afin qu'il puisse s'affranchir des organisations patronales. Les formations délivrées dans les CFA ne doivent pas concurrencer les formations initiales délivrées dans



les LP ou les LPA.

→ À l'heure où la flexibilité et la précarité deviennent la norme, nous devons, au contraire, faire de la sécurisation des parcours professionnels un objectif. Nous voulons créer un service public de l'emploi et de la formation.

La loi LRU de Péresse ouvre les universités à la logique marchande et à la subordination aux intérêts privés. Le caractère pluridisciplinaire de l'Université de Picardie Jules Verne est aujourd'hui menacé.

Nous nous battons pour :

→ Une université qui délivre des diplômes reconnus nationalement et nous opposerons à la création et au financement de diplômes régionaux sans valeur.

→ Transformer les pôles de compétitivité en pôles de coopération et de recherche.

→ Nous stopperons le financement des agrocarburants qui réduisent la surface des terres disponibles pour l'alimentation des Hommes.

Le schéma régional de développement culturel picard doit être évalué en concertation avec les acteurs culturels qui l'ont mis en oeuvre.

Nos priorités :

→ le soutien à la création, la démocratie culturelle, l'ouverture au monde, la diversité, la défense de l'exception culturelle contre la marchandisation.

Plus de pouvoirs aux citoyens

Une révolution démocratique !

L'intervention citoyenne doit être le fil rouge de notre mandat et nous y consacrerons un budget spécifique. Cela passe par la mise en place d'une véritable démocratie participative pour que tous ceux qui contribuent à la vie et à la richesse de la Picardie, que la République leur reconnaisse

ou non le droit de vote et leur accorde ou non des papiers, puissent définir et contrôler les choix politiques de la Région.

Cela passe également par une remise en cause de la réforme des collectivités territoriales. Celle-ci volerait notre vote en permettant l'élection à un seul tour de candidats minoritaires. Elle éloignerait les élus des citoyens en divisant leur nombre par deux. Elle empêcherait les régions d'intervenir dans des domaines tels que la culture, le tourisme, le sport en limitant leur champ d'intervention. Nous nous y opposerons de toutes nos forces.

Contre ceux qui nous divisent, pour l'égalité de toutes et tous !

Nous refusons toutes les discriminations, qu'elles soient racistes, sexistes, homophobes, religieuses ou liées à une situation de handicap. Nous renforcerons les moyens mis en oeuvre pour éradiquer ces fléaux et soutiendrons le tissu associatif qui contribue de façon essentielle au bien vivre ensemble.

Pour que l'égalité femme/homme devienne une réalité, nous voulons :

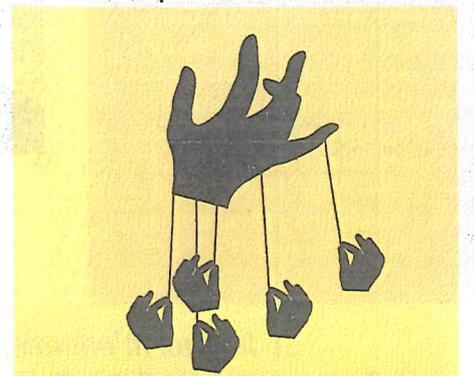
→ Réserver les aides aux entreprises à celles qui appliquent l'égalité salariale femmes/hommes ;

→ Permettre aux femmes de rester maîtresse de leur corps en défendant les centres d'IVG et du planning familial partout où ils sont menacés de fermeture.

→ Renforcer les moyens engagés pour lutter contre les violences faites aux femmes en développant notamment les aides à l'autonomie.

Changeons les rapports Nord/Sud !

Nous développerons la coopération internationale et la solidarité avec les pays du Sud et les peuples sans État (Palestiniens, Kurdes...) pour soutenir les projets répondant aux besoins des populations et œuvrer à leur émancipation.



LES POUVOIRS DE LA RÉGION AUX CITOYENS !